GAZETTE DES TRIBUNAUX,

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

ON S'ABONNE A PARIS,
AU BUREAU DU JOURNAL,
QUAI AUX FLEURS, N° 11.

Les lettres et paquets doivent être affranchis.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE

18 fr. pour trois mois;
36 fr. pour six mois;
72 fr. pour l'année.

COUR DES PAIRS.

Attentat du 25 juin 1836. — Rapport fait à la Cour par M. le comte de Bastard, l'un des commissaires chargés de l'instruction du procès déféré à la Cour par ordonnance royale du 25 juin 1836.

« Messieurs ;
« Ces momens de deuil et d'effroi qui ont ébranlé la France et déchiré tous les cœurs nous étaient encore présents, le sang des généreux citoyens qui avaient racheté de leur vie la vie du monarque était à peine effacé, peu de jours s'étaient écoulés depuis cet instant terrible où le glaive de la loi avait frappé trois grands coupables, le temple de votre justice se fermait à peine que déjà il faut le rouvrir !

« Cependant, confiante dans l'expérience de ce Roi mûri à l'école de l'adversité, dans ce courage que l'Europe admire avec nous, heureuse et fière de ces vertus qui entourent le trône et qui devraient toucher et désarmer le fanatisme le plus endurci, la France se livrait avec ardeur aux grands travaux que la paix seule enfante et qui seuls aussi assurent sa durée. Les rangs les plus inférieurs de la société obtenaient par degrés cette amélioration matérielle et morale que l'aisance et l'instruction amènent à leur suite, et une prospérité toujours croissante était la récompense de la sagesse du Roi et du bon sens du pays.

« C'est au milieu de ce bien-être général que tout-à-coup Paris et la France apprennent avec horreur qu'un nouvel attentat vient d'être commis sur la personne du monarque ; c'est à côté de l'épouse la plus tendre, de la sœur la plus dévouée, que l'assassin est venu chercher sa victime ! Mais Dieu, qui, deux fois en moins d'une année, a sauvé la France, veillait sur le Roi ; et par une circonstance touchante et digne d'être ici rapportée, c'est à ce sentiment de bonté qui lui est si naturel, c'est à son empressement à répondre aux témoignages de respect et d'amour dont il était l'objet, que le Roi a dû la vie ; c'est au moment même où il rendait le salut à la garde nationale sous les armes, que l'assassin, trompé dans ses calculs, a fait partir son arme et lancé un plomb meurtrier dont une providence protectrice a détourné l'effet !

« Le samedi 25 juin, le Roi, qui, dans la journée, était venu à Paris, quittait les Tuileries vers six heures et un quart, pour retourner à Neuilly avec la Reine et S. A. R. M^{me} Adélaïde, qui étaient placées dans le fond de la voiture ; le Roi était vis-à-vis de la Reine. Les six premiers chevaux se trouvaient déjà engagés sous le guichet du Pont-Royal, lorsque l'explosion d'une armée à feu, dirigée contre le Roi, remplit la voiture de fumée ; la balle s'enfonça dans le panneau de la voiture, un peu au-dessous de l'impériale. Le Roi, avec un sang-froid admirable, après s'être informé si personne n'avait été blessé, donna ordre de continuer la route.

« Je n'essaierai pas, Messieurs, de vous rendre les douloureuses émotions de la Reine et de son auguste sœur, qui s'oubliaient toujours elles-mêmes pour ne penser qu'au danger du Roi. Je ne vous ferai pas assister à cette première entrevue du Roi avec ses augustes filles, encore dans l'ignorance du danger que venait de courir leur père, et apprenant de sa propre bouche, d'une manière si simple et si touchante, le crime qui venait d'être commis sur sa personne ; je ne vous peindrai pas les sentimens de ce fils adoptif, notre royal allié, de ces jeunes princes, l'espoir de la patrie, se serrant autour de leur père, que ce nouveau péril leur rendait encore plus cher : ces sentimens furent ceux de toutes les familles françaises au premier bruit de l'attentat.

« L'explosion venait à peine de se faire entendre que l'auteur du crime fut arrêté. Placé derrière deux adjudans du palais et à côté des factionnaires, il n'était éloigné de la voiture que de cinq pieds ; il fut saisi tenant encore son arme : c'était un fusil-canne, arme dont le port est prohibé et puni par la loi.

« Le poste de la garde nationale était commandé à ce moment, en l'absence des officiers, par le sergent Devisme, arquebuser, qui reconnut l'individu qu'on venait d'arrêter pour être Louis Alibaud, auquel il déclara avoir confié, pour les vendre, des armes semblables à celle dont l'assassin venait de se servir.

« Alibaud est aussitôt fouillé, et l'on trouve sur lui un poignard, destiné, dit-il, à se frapper s'il en avait le temps. Il n'avait dans sa poche que vingt-trois sous. Après quelques momens donnés à recueillir les renseignemens que pouvaient fournir les personnes qui avaient été témoins de l'attentat, Alibaud fut conduit à la Conciergerie et livré à l'autorité judiciaire. Interrogé aussitôt par M. le procureur-général de la Cour royale : « J'ai voulu, dit-il, tuer le Roi, que je regarde comme l'ennemi du peuple. J'étais malheureux ; le gouvernement est la cause de mon malheur ; le Roi en est le chef, voilà pourquoi j'ai voulu le tuer. Je n'ai qu'un seul regret, celui de n'avoir pas réussi. »

« Ce premier interrogatoire terminé, on se livra sur-le-champ à toutes les recherches, à toutes les investigations qui pouvaient mener à la découverte de la vérité.

« Dès le soir même, une ordonnance du Roi, en exécution de l'article 28 de la Charte, investit la Cour des pairs de la connaissance de ce nouvel attentat.

« Par votre arrêt du 26 juin, vous avez ordonné que votre président procéderait à l'instruction ; il a interrogé plusieurs fois Alibaud, et a entendu tous ceux qui pouvaient éclairer la justice sur les antécédens de cet homme, sur ses anciens liaisons, sur ses rapports nouveaux, sur tous les faits enfin qui se rattachaient à son crime.

« Nous vous apportons, Messieurs, l'analyse de cette instruction.

« Louis Alibaud est né à Nîmes, le 2 mai 1810, de Barthélemy Alibaud et de Thérèse-Madeleine Bataillé, aujourd'hui aubergistes à Perpignan.

« Alibaud fut d'abord placé dans le lycée de Nîmes. En 1819, il fut envoyé à Narbonne, où il avait une tante religieuse, pour suivre des cours élémentaires, où l'on employait la méthode de l'enseignement mutuel ; il y montrait quelque intelligence ; plus tard, sa tante le fit entrer au petit séminaire de cette ville, dont il sortit bientôt. Il écrivait bien, et fut successivement employé en qualité de copiste, dans deux différentes maisons de cette ville, qu'il abandonna pour entrer comme novice dans la marine, où il ne resta que deux mois. Il s'engagea enfin, le 26 juillet 1829, dans le 15^e régiment d'infanterie légère, en garnison à Paris ; ce régiment y était encore en juillet 1830. « Je désertai le drapeau de Charles X, dit-il dans son interrogatoire du 27 juin ; je fis cause commune avec le peuple ; mais comme je sortais de la troupe, j'avais le préjugé que je ne pouvais tirer sur mes anciens camarades ; je restai donc neutre pendant les événemens. Si j'ai été blessé, si j'ai eu le bras dé-

« mis, c'est que je me trouvais en amateur derrière une barricade, par-
« mi des bourgeois qui essayèrent une charge. »

« Alibaud, moniteur de l'école régimentaire, avait été nommé fourrier de la compagnie de carabiniers ; mais une rixe, dans laquelle il blessa un citoyen, l'ayant fait renvoyer avec le même grade dans une compagnie du centre, il parvint à se faire réformer, et quitta le service le 17 janvier 1834.

« C'est à ce moment que remontent les premiers renseignemens sur le caractère d'Alibaud. Vous avez déjà remarqué, Messieurs, cette inquiétude d'esprit et cette inconstance de caractère qui lui font abandonner les deux premières maisons où il était placé. Il entre dans la marine, dont il sort deux mois après. Malgré les représentations de son père, il s'engage dans un régiment, et, malgré les avantages qu'il y avait obtenus, il abandonne le service, sans prévoir ce qu'il doit faire après l'avoir quitté. Il est signalé dans son régiment comme violent et emporté lorsqu'il avait un peu trop bu ; du reste, calme et poli dans ses relations habituelles. L'exaltation de ses sentimens politiques avait été peu remarquée ; toutefois, c'est à cette époque, et pendant qu'il servait encore, qu'il place la première idée de son crime.

« On lui demande : « Depuis combien de jours mûrissez-vous vos coupables projets ? »

« R. Depuis le jour où Philippe I^{er} n'a plus tenu ses promesses.

« D. A quelle époque placez-vous ce jour ?

« R. Principalement après les événemens du cloître Saint-Méry.

« J'ai juré sa mort depuis ce jour-là, et ses actions, à partir de cette époque, n'ont fait que me confirmer dans l'opinion que j'avais conçue. »

« Alibaud n'était point à Paris au mois de juin 1832 ; son régiment était alors à Strasbourg. On lui a demandé s'il était en relation avec quelques-uns de ceux qui figurèrent dans les événemens du cloître Saint-Méry : « Non, a-t-il dit, j'étais absent ; mais je faisais partie du peuple comme ceux sur lesquels on tirait : c'était l'unique relation que j'avais avec eux. »

« Toutefois l'on peut croire que si, en 1834 et lorsqu'il quitta le service, il eût été aussi préoccupé qu'il nous le dit aujourd'hui du projet de tuer le Roi, en quittant le service en 1834, il serait revenu à Paris : il n'y vint point ; il prit la route de Narbonne en passant par Lyon. Dans cette dernière ville, il chercha à entrer dans une maison de commerce qui, après avoir promis de l'employer, refusa de le recevoir. La vie alors lui devient importune ; il est tenté de ne plus retourner chez ses parens et de mettre fin à ses jours. « Si l'espoir, dit-il, de rendre un grand service à son pays ne lui avait aidé à supporter la vie jusqu'à ce moment-ci. »

« Il arriva donc à Narbonne, où son père, comme aubergiste, logeait quelques employés de l'administration des télégraphes. Par leur moyen, il fut envoyé à Carcassonne et occupé dans cette administration pendant trois ou quatre mois. Il la quitta, n'y trouvant pas un assez prompt avancement ; il chercha à être reçu dans un établissement destiné à former des moniteurs pour les écoles des départemens ; il ne put y être admis. Il écrivit à un membre de la Chambre des députés pour lui demander de l'admettre dans son institut agricole, il n'en eut pas de réponse, et suivit alors ses parens qui quittèrent Narbonne et vinrent se fixer à Perpignan. Dans cette ville, il se mit à étudier l'espagnol et la tenue des livres, pour entrer dans une maison de commerce. « J'étais, a-t-il dit, préoccupé de l'idée d'être utile à mes parens ; cette idée et mes projets contre le Roi se combattaient en moi. J'avais ajourné mes projets, j'espérais un mouvement révolutionnaire ; je ne pouvais me persuader que le peuple supporterait toujours le gouvernement du Roi ; je me berçais de ces pensées, et en attendant je me disais que je pourrais donner du pain à mes parens. »

« Alibaud vit plusieurs fois à Perpignan le sieur Corbière, qui vous a déjà été signalé dans le procès d'avril comme le chef de la Société des Droits de l'Homme dans le Roussillon. Interrogé sur ses rapports avec lui, Alibaud a répondu : « Je n'étais pas de sa caste ; il tenait le rang de bourgeois, et moi je n'étais que le fils d'un aubergiste, je ne le fréquentais donc pas. » Cependant on le trouve se présentant comme second dans un duel que Corbière faillit avoir.

« A cette époque, un mouvement révolutionnaire se préparait en Catalogne ; les réfugiés polonais et italiens y accouraient de tous côtés ; ils espéraient, comme Alibaud l'a déclaré, s'emparer du pouvoir, proclamer la déchéance de la reine d'Espagne et établir la république.

« Les réfugiés étrangers qui traversaient Perpignan, et qui logeaient chez Alibaud père, connaissaient les projets formés sur la Catalogne et les espérances des révolutionnaires. On promit à Alibaud, qui avait été militaire pendant cinq ans, de l'attacher comme aide de camp au général que l'on supposait devoir appuyer de son nom cette coupable entreprise. Alibaud partit pour Barcelonne. Il avait sur lui, d'après ses propres déclarations, une somme qu'on peut évaluer à environ 250 francs. En Espagne, il fut, dit-il, défrayé de sa dépense par des débiteurs de son père, et son retour en France ne lui coûta que fort peu de chose. A Barcelonne, où il séjourna quatre ou cinq semaines, il fréquenta surtout ces étrangers dans les têtes desquels fermentaient les idées révolutionnaires et régicides, et qui voulaient renverser le gouvernement qui leur donnait asile. « C'est la révolution d'Espagne, » dit Alibaud dans ses interrogatoires, « qui a achevé d'exalter mes idées, si on peut appeler cela de l'exaltation. »

« La nomination du général Mina ayant déjoué les projets des conspirateurs, Alibaud, qui n'avait pu obtenir d'être nommé officier dans les troupes espagnoles, revint à Perpignan vers le 20 octobre 1835.

« On lui a demandé « quel nouveau plan il avait formé, en rentrant en France, pour assurer son existence ? »

« A ma rentrée en France, j'étais bien dégoûté de tout ; ce fut alors que je me décidai à venir à Paris. »

« Que comptiez-vous faire à Paris ? » Il répond : « Ce que j'ai manqué de faire. »

« Ce serait donc en Espagne que vous auriez arrêté le projet d'assassiner le Roi ? »

« Je n'étais pas encore tout à fait décidé en quittant l'Espagne ; mais, arrivé en France, je me décidai totalement. Ce fut le départ du duc d'Orléans pour l'Afrique qui me détermina à venir à Paris. »

« En quoi le départ du prince royal a-t-il pu vous déterminer à donner suite à vos projets de voyage à Paris ? »

« En ce que, le Roi mort, et le duc d'Orléans ne se trouvant pas à Paris, la révolution eût été plus facile qu'à toute autre époque. »

« Heureusement, Messieurs, il se trompa dans ses calculs impies. La mort du Roi, le plus grand des malheurs qui auraient pu nous frapper, l'absence du prince, héritier légitime de la couronne et si digne de la recueillir un jour, n'eussent point amené le bouleversement que, dans son délire, avait rêvé l'assassin. Les droits du prince royal au trône de France n'ont point été en vain confiés au patriotisme et au courage de tous les citoyens ; les Chambres, tous les corps de l'Etat eussent maintenu la loi de l'hérédité constitutionnelle du trône ; et l'armée, au milieu de laquelle le prince se trouvait alors, et qui la première eût salué le nouveau Roi, aurait répété avec toute la France le vieux cri de nos pères : *Le Roi est mort, vive le Roi !*

« Rentré en France, Alibaud ne passa que quinze jours à Perpignan ; il partit pour Paris avec 250 francs, s'arrêta deux ou trois jours à Bordeaux. Il acheta à Châtellerault, pour la somme de 5 francs, le couteau-poignard qui a été saisi sur lui au moment de l'attentat. Enfin il arriva le 17 novembre dernier, n'ayant plus que 80 ou 90 francs en sa possession.

« Dès ce moment, l'instruction a dû s'attacher à toutes les démarches d'Alibaud et rechercher tous ceux qui, liés avec lui, auraient pu recevoir la confiance de son affreux projet, l'exciter ou l'aider dans son exécution.

« Alibaud descendit à l'hôtel du Rhône, rue de Grenelle-Saint-Honoré ; il y resta dix jours. On n'a conservé aucun souvenir circonstancié de son séjour dans cette maison.

« Pendant deux mois, il habita l'hôtel garni, rue de Valois-Batave, 5 ; il prenait sa nourriture chez le portier ; il voyait peu de monde, et, si l'on en croit les témoins entendus dans l'instruction, ne parlait jamais politique.

« Le premier mois, il solda sa dépense ; mais bientôt, ses ressources étant épuisées, il ne put ni payer son loyer, ni sa nourriture ; il annonçait un profond dégoût de la vie, et le 19 de janvier il demanda au portier de l'hôtel de lui acheter dix livres de charbon, dont il avait l'intention de se servir pour attenter à ses jours.

« Avant cette dernière époque, et dans la première quinzaine de décembre, Alibaud raconte qu'un journal ayant fait connaître le sieur Devisme comme fabricant de fusils-canne et d'armes nouvelles, il se rendit chez lui, et se donna pour un commis-voyageur qui pourrait lui procurer la vente des armes de sa fabrique. Il le revêt plusieurs fois, et dans sa conversation, étrangère à la politique, il ne s'occupait que d'intérêts commerciaux et des facilités que ses relations dans le Midi pouvaient lui offrir pour placer ces différentes armes.

« Alibaud essaya plusieurs de ces fusils-canne, qui, se trouvant trop chargés, ne purent résister à l'effort de la poudre. Il voulut payer le dernier de ces fusils qui avait crevé entre ses mains ; Devisme refusa ce paiement et lui confia, dans une caisse, quatre fusils-canne, une cravache-pistolet et deux cents cartouches, dont vingt à balle. Ces objets, plus tard, lui furent en partie renvoyés, et Devisme ne revit Alibaud que le jour même de son crime.

« Pendant les deux mois qu'Alibaud resta rue de Valois-Batave, il ne se livra à aucun travail : son unique occupation, dit-il, était de suivre le Roi ; il l'attendait à la porte de l'Opéra, se promenait dans les environs des Tuileries, dans les Tuileries même, et cherchait à s'approcher de la voiture du Roi pour consommer le crime dont il était préoccupé.

« Alibaud avait retrouvé à Paris Léonce Fraise, âgé de 20 ans, mais avec qui cependant il avait étudié à Narbonne. Il lui confia son dénuement et l'état de misère auquel il était réduit. Léonce Fraise vendit ses propres effets pour donner quelques secours à Alibaud. Il partagea pendant quinze jours ou trois semaines son lit avec lui. Il le menait souvent dîner chez sa mère, et se donna beaucoup de mouvement pour lui trouver un emploi. C'est lui qui le plaça dans un magasin de broderies tenu par les demoiselles Duperly. C'est par Léonce Fraise qu'Alibaud fit remettre à Devisme une caisse contenant trois des fusils-canne qu'il lui avait confiés ; il écrivit à Devisme qu'on lui avait volé le quatrième dans un café ; Léonce Fraise était confident de la rétention de cette arme. Alibaud a déclaré avoir dit à Fraise qu'il la conservait pour s'en servir lorsqu'un mouvement révolutionnaire viendrait à éclater. Toutes ces circonstances, connues dès les premiers momens qui suivirent l'attentat, motivèrent l'arrestation de Léonce Fraise, qui du reste était absent de Paris depuis plusieurs jours, pour les affaires de commerce de son frère : il allait à Beaucaire, en passant par Bordeaux et Toulouse.

« Ramené à Paris et interrogé par M. le président, Fraise affirme qu'Alibaud, en le chargeant de porter à Devisme la boîte qui renfermait les trois fusils-canne lui avait dit qu'il comptait payer plus tard celle qu'il conservait, dans l'intention de la donner à son père pour tuer de petits oiseaux ; qu'Alibaud venait d'être placé, et devait consacrer le montant de ses appointemens du premier mois à payer cette arme ; et que, sans cela, il ne se serait pas chargé de sa commission.

« Léonce Fraise déclare avoir eu des discussions assez vives sur la politique avec Alibaud, qui dit-il, « était beaucoup plus avancé que moi ; il était de la Montagne et moi de la Gironde. »

« Une réponse d'Alibaud fait encore mieux connaître la différence de leurs opinions politiques.

« Suivant la manière de voir de Fraise, dit Alibaud, le système suivi par Robespierre était un système de sang qu'il désapprouvait ; moi je croyais que c'était un système qui pouvait nous ramener à une vraie république. »

« Léonce Fraise s'est empressé d'affirmer que, s'il avait su les intentions d'Alibaud, il se serait attaché à lui comme son ombre ; il jure sur l'honneur que, s'il lui connaissait des complices, il le dirait.

« L'interrogatoire subi par Léonce Fraise a été long et détaillé ; il n'a pas justifié les préventions que son intimité avec Alibaud, et les circonstances que nous avons rapportées, avaient naturellement fait naître. Fraise a été mis en liberté.

« Dans le milieu de février, Alibaud fut placé dans le magasin des demoiselles Duperly ; il n'y resta que quinze jours. Il entra en qualité de commis teneur de livres chez le sieur Batiza, marchand de vin, rue Saint-Sauveur ; il devait recevoir 400 francs par an et être logé et nourri. Interrogé sur l'emploi de son temps dans cette mai-

son : « J'étais, a-t-il répondu, occupé dès le matin jusqu'à neuf heures du soir; je sortais seulement à cette heure pour aller lire les journaux; mon travail ne me permettait pas de suivre le Roi, ce qui contribuait à me dégouter de cette maison. J'eus une légère altercation avec mon patron, et je le quittai. Je n'en étais pas fâché, sous un rapport : le beau temps approchait, je pensai que le Roi sortirait plus souvent; je desirais trouver un emploi dans lequel je serais plus libre, afin de pouvoir le suivre. J'avais renoncé à l'idée de tirer sur le Roi lorsqu'il serait en voiture, ayant remarqué que les stores étaient souvent baissés, et qu'il y avait presque toujours des dames avec lui. Je formai alors le dessein de tirer sur le Roi lorsqu'il se promènerait dans le petit jardin particulier qui lui est destiné en avant des Tuileries : je n'ai jamais pu l'y voir; j'ajoute que j'ai surveillé plus particulièrement le Roi depuis le départ des princes. »

Batiza avait renvoyé Alibaud de chez lui parce qu'il faisait fort négligemment l'ouvrage dont il était chargé. Plusieurs fois il s'était fait remarquer par l'exaltation de ses idées républicaines. Un jour qu'on exprimait devant lui l'horreur qu'inspirait le crime de Fieschi, il prit la défense de ce misérable. Le témoin Manoury, qui était avec lui chez Batiza, lui ayant fait quelques reproches sur la négligence qu'il apportait à son service, Alibaud lui répondit : « Quand j'ai mes idées dans ma tête, je ne pense pas à cela. » Du reste, ajouta le témoin, Alibaud m'a toujours paru d'un caractère honnête et tranquille; il ne s'emportait que quand il parlait politique; il voyait peu de monde; Fraisse seul venait souvent le voir. « La déposition de Batiza est conforme à celle de Manoury; il ajoute qu'Alibaud sortait souvent, qu'il prolongeait ses absences et ne rentrait le soir qu'assez tard. On lui connaissait son poignard, mais jamais on n'avait vu sa canne; et cependant on allait dans sa chambre, qui n'était pas fermée, et même Batiza avait eu l'occasion de voir tout ce qui était dans sa malle; cette canne n'avait jamais frappé ses regards. »

En sortant de chez Batiza, Alibaud alla loger dans la rue des Marais-Saint-Germain, n° 3; il entra dans cet hôtel le 25 mai; le prix de son logement était de 10 f. par mois; il paya la première quinzaine et ne put solder la seconde, non plus que trois chandeliers et une feuille de papier qu'il doit encore au portier de la maison. Bothrel, qui avait connu Alibaud à Strasbourg, est venu deux fois le voir dans la première quinzaine de juin. Du reste, Alibaud ne parlait à qui que ce fût et ne connaissait aucune des personnes qui étaient logées dans cette maison; il sortait tous les jours avant midi et ne rentrait que vers onze heures.

Le portier, qui faisait sa chambre, a vu sous sa commode, dans le commencement de juin, la canne dont Alibaud s'est servi pour commettre son crime. Il en ignorait la destination; il l'examina et la replaça sous la commode sans en parler à personne, pensant que c'était un instrument inoffensif.

Alibaud, interrogé sur l'emploi de son temps dans le dernier mois, déclare qu'il sortait après son déjeuner lorsqu'il savait que le Roi devait venir à Paris, et qu'il allait le plus souvent l'attendre aux Tuileries. Il dînait chez le sieur Dubois, qui tenait une pension bourgeoise rue Furstemberg, et passait une grande partie de son temps dans le café-estaminet Allemand, rue du Colombier, n° 4. Il rentrait toujours entre onze heures et minuit. Alibaud était alors tombé dans le plus complet dénuement. Pour obtenir quelque crédit dans la pension où il prenait ses repas et dans le café qu'il fréquentait, il avait eu recours à des mensonges; il se disait employé dans une maison de commerce où il ne devait toucher ses premiers appointemens qu'à la fin du mois.

Il est ainsi resté vingt jours sans avoir un sou en sa possession, sollicitant de la bienveillance de ceux avec qui il se trouvait un peu de tabac, qu'on ne lui accordait pas toujours. Le jour de l'attentat ou la veille, il vendit pour trente sous un dictionnaire de poche espagnol, afin de satisfaire à ce besoin pressant; les vingt-trois sous trouvés sur lui provenaient de cette vente. Telle était sa situation au moment de l'attentat.

Dans son interrogatoire du 30 juin, Alibaud rend un compte détaillé de l'emploi de son temps le 25, jour de l'attentat; nous croyons devoir reproduire ici ses propres paroles :

« Je me suis levé vers dix heures. Je suis allé d'abord au café Félix lire le journal; je ne me rappelle pas quel journal j'ai lu, mais je ne me suis arrêté, comme de coutume, qu'à l'article sur le Roi et les princes. Je suis allé de là déjeuner à ma pension, et après le déjeuner j'ai été chez moi prendre ma canne. J'ai suivi la rue des Marais; entré dans la rue des Petits-Augustins, je tournai à gauche et suivis la rue Jacob et celle de l'Université jusqu'à la rue du-Bac.

Dans cette rue, j'entrai chez un épicière, qui est le dernier à gauche en montant au Pont-Royal. Voyant qu'il n'était qu'onze heures un quart, présumant que le Roi ne viendrait qu'à midi, selon son habitude, je suivis le quai des Tuileries et entrai dans les Champs-Élysées.

Voyant des sergens de ville à l'entrée et dans l'avenue des Champs-Élysées, j'acquis la certitude que le Roi n'était pas arrivé; je l'attendis.

Apercevant le Roi dans l'avenue, je revins me poster à l'entrée des Champs-Élysées, à côté des constructions nouvelles, à droite en allant aux Tuileries.

Pour ne pas éveiller de soupçons, je liai conversation avec un individu qui se trouvait là.

Quelques minutes après, le Roi passa; mais il n'était pas placé à ma fantaisie et de manière à ce que je pusse l'atteindre, ce qui m'empêcha de le mettre en joue.

Dès lors je me rendis chez moi pour y déposer ma canne, et fus au café, où je fis une partie de billard avec Cauvry. Je le quittai en refusant de faire la belle, parce que l'heure me pressait. Je fus reprendre ma canne et me dirigeai vers les Tuileries, en prenant le nouveau pont, où je changeai une pièce de deux sous; on me rendit un sou, et, comme je ne voulais pas débouter ma redingote pour réunir ce sou aux vingt-deux que j'avais dans mon gilet, parce que je craignais de faire tomber mon poignard, je plaçai ce sou dans la poche de ma redingote, où il aura été trouvé.

Arrivé sur la place du Carrousel, je vis que le Roi n'était pas parti; je le jureai au nombre des voitures qui stationnaient encore dans la cour et aux gens de livrée qui se trouvaient aux portes; alors je liai conversation avec le garde national qui était de faction à la grille de l'Arc-de-Triomphe. Je lui parlai du monument et restai assez long-temps avec lui, environ une demi-heure. Quand je vis les voitures du Roi déboucher de la rue Saint-Thomas-du-Louvre, je quittai le factionnaire et fus me mettre à l'endroit où j'ai été saisi.

Une perquisition fut faite au domicile d'Alibaud; elle y fit découvrir un petit paquet de poudre, quelques ouvrages insignifiants, le premier volume des *Martyrs*, et enfin un exemplaire des *Ouvrages de Saint-Just*.

La Cour n'a pas oublié que ce dernier ouvrage fut prêté par Pépin à Fieschi; coïncidence remarquable de lectures et de crimes, qui indique peut-être que l'exaltation dépravée de quelques esprits tire sa source d'une doctrine commune et d'une même direction d'idées; et que c'est surtout par l'exploitation des souvenirs révolutionnaires que l'esprit révolutionnaire se nourrit et se propage.

Nous ne reproduirons pas en entier les différens interrogatoires qu'Alibaud a subis; nous en avons extrait tout ce qu'il pouvait être utile d'en savoir pour connaître cet homme et apprécier toute sa perversité.

Alibaud avoue son crime, il s'en applaudit; il regrette de n'avoir pas réussi, et malgré les apparences de ce déire infernal, nous devons déclarer que tout, dans ses réponses, dans la suite de ses actions, dans l'ordre de ses idées, annonce une intelligence dépravée sans doute, mais toujours maîtresse d'elle-même, qui a long-temps réfléchi sur son crime, qui en a conçu, qui en a mesuré toute l'étendue, et qui s'est froidement et librement déterminée à le commettre.

Alibaud a-t-il obéi aux inspirations spontanées d'une mauvaise passion, ou ne serait-il que l'instrument fatigué d'une faction exécrable qui s'efforce, par le meurtre et l'assassinat, de bouleverser le pays, et ne s'attaque au Roi que parce qu'elle voit en lui le représentant vivant de l'ordre, de la morale et de la civilisation française?

Rien n'indique dans la procédure que, dans son régiment, Alibaud eût manifesté la coupable pensée du crime que plus tard il a réalisé. Si son imagination s'est exaltée dans les réunions républicaines de la Catalogne, y aurait-il pris l'engagement de commettre son crime? c'est ce que l'instruction ne pouvait nous apprendre, car elle ne pouvait embrasser des faits qui se seraient passés dans un pays étranger, où la justice de France manquait de moyens efficaces d'investigations.

L'étrange coïncidence qui a fait commettre le crime le jour et dans le moment où le sergent Devisme commandait aux Tuileries le poste de la garde nationale, devait nécessairement préoccuper les esprits. Devisme était le fabricant de cette arme perfide et prohibée; il l'avait remise lui-même à l'assassin, il l'avait essayée avec lui; n'en aurait-il pas préparé et facilité l'usage parricide? Mais les recherches plus exactes nous ont démontré que cette coïncidence ne tenait qu'à une de ces combinaisons inexplicables du hasard. On dirait que la Providence a voulu que l'auteur du forfait fut aussitôt reconnu que signalé!

Alibaud n'avait pas aperçu Devisme dans la cour des Tuileries; il s'était entretenu, en attendant les voitures du Roi, avec le factionnaire placé près de l'Arc-de-Triomphe, ainsi que le constate la déposition de ce garde national. Des renseignemens dignes de confiance établissent que Devisme est dévoué au Roi et à sa famille; aucun soupçon de complicité ne saurait l'atteindre; il ne s'en est pas moins rendu coupable d'un grave délit, en vendant des armes prohibées, dont l'usage criminel a failli devenir si funeste. Nous nous sommes assurés que des poursuites étaient commencées pour la répression de ce délit, et que l'administration avait pris des mesures pour en prévenir le retour.

Les sieurs Coural et Cambouriac avaient été signalés comme connaissant Alibaud et ayant avec lui des relations qui pouvaient être suspectes; mais les témoignages les plus honorables sont venus établir que si ces deux jeunes gens, qui sont de Narbonne, rencontrèrent Alibaud une ou deux fois, les relations qu'ils eurent avec lui n'avaient rien eu de criminel.

Charles Botrel était venu deux fois chez Alibaud; il a été interrogé; il a établi qu'il avait connu Alibaud à Strasbourg, lorsqu'ils étaient tous deux en garnison dans cette ville. L'ayant retrouvé à Paris, Botrel chercha à lui être utile et l'engagea à dîner chez lui; mais tous les détails de leur rencontre et de leurs rapports, parfaitement établis, repoussent entièrement l'idée que Botrel ait connu les parricides projets d'Alibaud. C'est par Botrel que Pierret, élève en chirurgie, a revu Alibaud, qu'il avait aperçu à Strasbourg. Botrel et Alibaud, passant un jour près du Val-de-Grâce, où loge Pierret, montèrent chez lui; il leur prêta quelques livres; Alibaud emporta le premier volume des *Martyrs*. Rien dans ces relations n'était de nature à compromettre ni Pierret ni Botrel.

Plusieurs autres noms, Messieurs, ont été l'objet d'actives recherches qui ont dissipé les vagues préventions qui, dans les premiers momens, avaient pu atteindre ceux qu'elles avaient un instant signalés.

Il résultait enfin d'un renseignement transmis à M. le procureur-général, que Marie-Louise Bart, femme de confiance chez le sieur Ribet, rue de Lille, n° 23, avait dit que le jour de l'attentat, passant dans la cour du Carrousel, et désirant voir sa majesté monter en voiture, elle s'était placée en avant et à droite du poste de la garde nationale, qu'à l'instant où le Roi passait sous la voûte, elle entendit une détonation et vit arrêter l'assassin, et qu'au même moment elle avait aperçu deux jeunes gens qui se sauvaient en disant : Quel malheur! le Roi est manqué.

La fille Bart a été en conséquence appelée à déposer; elle a déclaré avoir été témoin du crime d'Alibaud, de son arrestation et de la fuite précipitée de deux jeunes gens qui auraient tenu, en s'échappant de la cour des Tuileries, par la grille de l'arc-de triomphe, le propos que nous avons rapporté plus haut. La fille Bart a ajouté qu'ayant fait part à un individu qui se trouvait près d'elle de ce qu'elle venait de voir, celui-ci lui aurait répondu que cette affaire ne regardait pas les femmes, et que ces jeunes gens allaient chercher du secours. Cet individu était vêtu en bourgeois, et la fille Bart a déclaré qu'elle ne saurait le reconnaître. Quant aux deux jeunes gens, elle a dit qu'ils avaient environ vingt-cinq ou vingt-six ans; qu'ils étaient de tailles différentes; qu'ils avaient de la barbe sous le menton, et qu'ils étaient porteurs de redingotes dont elle ne peut indiquer la couleur.

Dans cette situation, il a été impossible de donner aucune suite à ce témoignage, résultat d'une observation faite dans un moment de trouble et de désordre, et qui ne se rattache à aucun autre fait de la procédure.

Ainsi, comme vous le voyez, Messieurs, l'instruction n'a fait connaître personne que l'on puisse désigner comme complice d'Alibaud.

Pour se procurer l'arme dont il devait se servir, il fut obligé, faute d'argent, de la dérober à l'armurier qui la lui avait confiée.

Le 26 mai, il n'avait plus de poudre pour charger cette arme, et l'on a constaté qu'à cette époque, et un mois avant l'attentat, il en avait acheté deux onces chez le sieur Fricot; une partie de cette poudre saisie chez lui est reconnue pour provenir de la régie, et n'avoir aucun rapport avec celle qui, vers la même époque, se fabriquait clandestinement dans la rue de l'Oursine. L'instruction ne montre Alibaud lié avec aucun de ceux qui dans ces derniers temps ont été l'objet de la surveillance de l'administration, et dont les noms ont si souvent retenti dans les Tribunaux. Elle ne fait point connaître qu'il ait fait partie d'aucune association secrète, et son forfait ne serait dès lors que le crime d'un seul homme, d'une imagination perversité par ces insinuations odieuses et mensongères qui tant de fois depuis six ans ont dévoué les rois à la haine des peuples, et par ces doctrines funestes qui voudraient enlever à l'assassinat politique et au suicide le caractère criminel dont la morale chrétienne les a si justement flétris.

Nous ne croyons pas, Messieurs, devoir nous étendre sur votre compétence; jamais elle ne fut plus évidente; vous l'avez déjà plusieurs fois reconnue et proclamée. L'attentat sur la personne du Roi n'est-il pas l'attentat le plus grave qui puisse être commis dans une monarchie? Ne compromet-il pas au premier chef la sûreté de l'Etat? Ne réunit-il donc pas toutes les conditions qui commandent l'exercice de votre haute juridiction? Vous n'hésitez pas, Messieurs, à vous déclarer compétens.

Telle est, Messieurs, l'analyse rapide mais fidèle de l'instruction. Le désir de vous en faire connaître promptement le résultat et de hâter le jour de la justice ne nous a pas fait sacrifier le devoir plus pressant encore de rechercher et d'atteindre les complices d'Alibaud, s'il en existait réellement; mais la procédure ne nous ayant rien révélé qui soit de nature à nous faire présumer que nous puissions acquérir de nouvelles lumières, nous nous sommes hâtés de venir vous communiquer le résultat de nos investigations; c'est ainsi qu'il sera démontré à tous que la solennité de votre instruction et des formes protectrices de l'innocence, dont vous aimez à vous environner, peuvent s'allier avec la rapidité dans l'examen des causes et le jugement des accusés.

Puisse ce nouvel attentat être pour le pays un utile avertissement du danger de ces doctrines perverses qui égarent les citoyens et les éloignent de ce gouvernement monarchique et libre qui a réalisé les généreuses espérances des premières époques de notre révolution, et qui seul peut faire marcher l'humanité vers ces meilleures destinées auxquelles elle doit atteindre!

Puisse enfin tous les Français comprendre qu'après les déchiremens qui depuis tant d'années ont désolé notre pays, c'est à la personne sacrée

du Roi que sont plus que jamais attachés le bonheur de la France et le repos de l'Europe!

JUSTICE CIVILE.

COUR ROYALE DE PARIS (1^{re} chambre).

(Présidence de M. Miller.)

Audiences des 28 juin et 5 juillet.

MAJORATS. — NÉCESSITÉ DE LA TRANSCRIPTION. — HYPOTHÈQUE VALABLE A DÉFAUT DE CETTE FORMALITÉ.

- 1° La transcription de l'état indicatif des biens affectés à la formation d'un majorat, suffit-elle, au-delà de l'année de cette transcription, pour mettre ces biens à l'abri de l'inscription hypothécaire acquise après l'année, si cette inscription est antérieure à la transcription des lettres-patentes portant établissement définitif du majorat? (Non.)
2° Le défaut de serment rend-il sans effet à l'égard du créancier inscrit la constitution en majorat? (Résolu négativement en première instance. — Non résolu par la Cour royale.)
3° L'héritier qui paie les droits de mutation fait-il acte d'héritier pur et simple? (Non.)

A une époque d'examen et de réforme, la matière des majorats a dû naturellement appeler l'attention du législateur : la loi du 12 mai 1835 a interdit la formation de majorats pour l'avenir; mais, sans parler de ce qu'elle a laissé subsister en ce genre, elle n'a certes pas éteint la défiance qui s'attache à cette institution, ni les difficultés nées de la législation antérieure.

Lorsqu'au mépris des constitutions qui proclamaient l'égalité des citoyens devant la loi, la législation impériale créait une classe de citoyens privilégiés, ayant des successibilités à part et des immunités exorbitantes pour leurs propriétés; lorsque, pour honorer la noblesse, elle donnait aux nobles la faculté de garder leurs biens sans payer leurs dettes, et permettait au comte et au baron, ce que le Code de commerce et le Code pénal flétrissent chez le négociant, cette législation du moins avait tout fait pour éviter les fraudes et les surprises....

Ces énergiques paroles sont empruntées au précis publié par l'un des avocats consultans dans la cause dont nous rendons compte. En 1813, M. de Mesgrigny, voulant fonder un majorat, présenta requête à l'empereur, et offrit pour dotation de ce majorat la ferme de la Creuse, située près Troyes, et produisant 12,000 fr. de revenus. Un décret du 5 février 1813 ayant autorisé la formation du majorat, l'acte indicatif des biens de la dotation fut transcrit au bureau des hypothèques de Troyes le 11 mars suivant. Le 14 août 1813, lettres-patentes qui conférèrent à M. de Mesgrigny le titre de comte de l'Empire, avec affectation des biens indiqués, et érection en majorat héréditaire; ces lettres-patentes contiennent l'obligation pour M. de Mesgrigny de se conformer à toutes les conditions prescrites par le statut du 1^{er} mars 1808, et le décret du 4 mai 1809, et la charge de prêter le serment ordonné par le même statut. Les lettres-patentes furent, le 14 août, insérées au Bulletin des Lois; le 22 novembre, publiées à la Cour impériale de Paris; le 23 décembre, publiées au Tribunal de Troyes. Elles ne furent point transcrites au bureau des hypothèques de Troyes, et il ne paraît pas que M. de Mesgrigny ait prêté le serment prescrit. La restauration suivit d'assez près les dernières formalités accomplies par M. de Mesgrigny, et, comme il était marquis sous l'ancien régime, il reprit ce titre et laissa celui de comte, qui ne résultait que de ses nouvelles lettres-patentes impériales. Ce fut de ce même titre de marquis qu'il souscrivit, en 1818, solidairement avec son épouse, deux billets de 2000 et 3000 fr., à l'ordre de M. Blaise, de Troyes. Point de paiement à l'échéance, et, en 1819, jugement du Tribunal de commerce de Troyes, qui condamne les débiteurs solidairement, en leur accordant un délai de six mois. Le 1^{er} avril 1819, inscription hypothécaire prise par M. Blaise, sur tous les biens présents et à venir de M. de Mesgrigny, situés dans l'arrondissement, ce qui comprenait la ferme de la Creuse. En 1822, à la mort de M. de Mesgrigny, les 5000 fr. n'étaient pas payés. En 1823, M. de Mesgrigny, fils aîné, héritier bénéficiaire, se pourvut à la commission du sceau; son inscription fut ordonnée, et il prêta serment devant la Cour royale de Paris, le 21 février 1824.

Mme de Mesgrigny étant décédée en 1826, M. de Mesgrigny ne fit point d'inventaire; il fit procéder, en vertu d'ordonnance, et sans attribution de qualité, à la vente du mobilier, qui produisit seulement 540 francs, et acquitta en 1828 seulement les droits de mutation sur une déclaration qui ne comprenait que ce mobilier et diverses parties de rentes.

En 1835, M. Blaise étant décédé, M. Nicolas Blaise son neveu et légataire, fit signifier à M. de Mesgrigny le jugement du Tribunal de commerce de 1819. Aussitôt ce dernier fit transcrire aux hypothèques de Troyes, son inscription au sceau. M. Blaise notifia à M. de Mesgrigny deux commandemens en saisie-exécution et saisie immobilière, les 2 et 4 avril 1835. A cette dernière date M. de Mesgrigny fit transcrire aux hypothèques les lettres-patentes de 1813, puis il protesta contre nullité contre les poursuites de M. Blaise. Sur l'assignation donnée par ce dernier, s'élevèrent les questions importantes que le Tribunal de Troyes décida de la manière suivante, contrairement aux conclusions de M. le procureur du Roi :

« En ce qui touche le serment,
« Attendu qu'il n'est pas constant que le serment n'ait pas été prêté par le père du défendeur; que d'ailleurs le serment de fidélité à l'empereur prescrit par ces lettres-patentes, non pas comme condition, mais comme charge du majorat, est un acte essentiellement politique, de l'omission duquel on ne peut se prévaloir dans un intérêt privé;
« En ce qui touche la tardiveté de la transcription des lettres-patentes sur les registres des hypothèques,

« Attendu que cette formalité n'est point prescrite à peine de nullité, ni dans un délai de rigueur; que d'autre part, il n'est pas possible d'étendre aux majorats, régis par une législation spéciale, l'art. 1070 du Code concernant les substitutions; que la substitution ne se manifestant aux tiers que par la transcription, il est conséquent que cette transcription soit substantielle à l'égard des tiers; qu'au contraire, en matière de majorat, où des intérêts de haute politique étaient engagés, toute la garantie des tiers a été placée, 1° dans la nature de l'acte qui proclame l'inaliénabilité des biens; 2° dans la diversité des modes de publication ordonnés; 3° dans le nombre et la qualité des agens chargés d'assurer ces publications;

« Attendu que dans l'espèce, l'enregistrement des lettres patentes à la Cour royale de Paris et au Tribunal de Troyes, et notamment leur insertion au Bulletin des Lois, ont établi une suffisante notoriété de la condition exceptionnelle des biens désignés dans les lettres-patentes, ainsi qu'en témoigne au surplus le silence gardé depuis 1813 par les nombreux créanciers du sieur Mesgrigny père;

« Qu'au besoin, les parties intéressées pouvaient être éclairées sur la position du débiteur par la transcription au bureau des hypothèques de l'état indicatif des biens soumis au majorat, opérée le 11 mars 1813, aux termes de l'article 13 du décret du 1^{er} mars 1808, transcription qui, aux termes de l'art. 15, ne doit être radiée que dans le cas où la requête en établissement de majorat n'aurait pas de suite, et qui, dans l'espèce, ne l'a pas été;

« En ce qui touche la succession de M. de Mesgrigny;

« Attendu qu'il n'est point établi que le défendeur ait détourné aucun effet mobilier ni touché aucuns deniers de la succession;

« Qu'on ne peut conclure qu'il ait eu nécessairement l'intention d'accepter, selon les termes de l'art. 778 du Code civil, de ce qu'il aurait payé les droits de succession, dont la quittance a été produite depuis les plaidoiries, surtout lorsque cette quittance fait foi elle-même de la nullité presque absolue de l'actif, et se réfère uniquement au produit d'une vente mobilière, à laquelle le défendeur a fait procéder sous toutes réserves, conformément à l'art. 986 du Code de procédure civile;

« Le Tribunal ordonne la discontinuation des poursuites.
M. Blaise a interjeté appel.

M^e Paillet, son avocat, a soutenu, à l'égard de la nécessité du serment, que c'était à M. de Mesgrigny à prouver l'accomplissement de cette formalité ; à défaut de cette preuve, la présomption est que le serment n'a pas été prêté. On ne comprend pas cette distinction faite par le Tribunal sur le fait du serment comme charge et non comme condition majorat. Toutes les formalités prescrites sont également des conditions nécessaires à remplir. La nullité résultant du défaut de serment est aussi un serment politique. Si cependant quelqu'un d'eux entrerait en fonctions avant d'avoir prêté serment, ses actes ou jugements seraient incontestablement nuls.

Sur le second point, la transcription des lettres-patentes, au bureau des hypothèques, l'avocat soutient qu'à défaut de cette transcription avant l'inscription hypothécaire prise par M. Blaise, la ferme de la Creuse, aussi bien que tous les autres immeubles de M. de Mesgrigny, situés dans le même arrondissement, a été frappée utilement par cette inscription hypothécaire. En effet, ce n'est qu'après avoir prescrit, par les articles antérieurs, la transcription sur les registres du sénat, les publications et enregistrements à la Cour royale et au Tribunal de l'arrondissement des biens, et l'insertion au Bulletin des Lois, que l'art. 40, titre 3, section 1^{re}, § 1^{er}, (décret du 1^{er} mars 1808.) et les art. 41 et 45 déclarent les majorats inaliénables, annulent les jugements et actes qui frapperaient les biens majoratés de privilège ou d'hypothèque, et interdisent de les grever d'aucune hypothèque judiciaire. Ces mêmes formalités sont prescrites par les décrets des 24 juin 1808 et 4 mai 1809, dans des termes qui ne permettent pas de douter que la transcription aux hypothèques ne soit considérée comme formalité substantielle. Cette transcription, exigée dans le droit commun, en cas de donation et substitution, est encore plus nécessaire à l'égard des tiers aux cas de dotations en majorats, où les formes, par la nature exceptionnelle de l'institution, doivent être observées plus rigoureusement.

La transcription de l'acte indicatif des biens, les enregistrements à la Cour royale et au Tribunal de Troyes, et l'insertion au Bulletin des Lois ont paru aux premiers juges établir une suffisante notoriété ; mais, aux termes de l'art. 15 du décret du 1^{er} mars 1808, cette transcription de l'acte indicatif ne rend l'immeuble inaliénable que pendant un an : ce n'est qu'un acte provisoire, en attendant la véritable et définitive transcription des lettres-patentes ; les autres actes signalés n'ont offert aux tiers aucun moyen réel de publicité, et sont d'ailleurs prescrits dans un autre but, savoir : l'insertion au Bulletin, parce qu'il s'agit d'un acte de la puissance publique, et les enregistrements à la Cour royale et au Tribunal, pour constater la modification opérée dans l'état civil du titulaire.

Après quelques autres développements, M^e Paillet soutient que M. de Mesgrigny a fait acte d'héritier dans la succession de sa mère, en payant les droits de mutation, et qu'à défaut d'inventaire dressé par lui, il ne peut prendre dans la succession de M^{me} de Mesgrigny, que lui-même suppose créancière pour ses reprises de 134,000 fr. d'autre qualité que celle d'héritier pur et simple, et par conséquent tenu du paiement des billets souscrits solidairement par sa mère.

M^e Lavaux, avocat de M. de Mesgrigny, expose d'abord, en fait, que, si le père de son client reprit, en 1814, le titre de marquis de préférence à celui de comte que lui conféraient les lettres-patentes, c'est que la Charte elle-même disposait que l'ancienne noblesse reprenait dès lors ses titres. Puis, abordant les questions même du procès, et développant les motifs des premiers juges, il soutient, avec les textes pris dans le décret du 1^{er} mars 1808 « Que le majorat ne peut être établi que sur des immeubles libres de tous privilèges, hypothèque ou droit de retour, que les formalités prescrites par le décret tendent à opérer la purge, même légale, avant l'institution des immeubles en majorat ; et que, si par l'effet d'une hypothèque légale révélée plus tard, dans le cours de l'année de la transcription de l'acte indicatif des biens, ces biens éprouvaient une diminution dans leur importance, d'autres biens devaient être fournis incontinent en remplacement »

Sur les conclusions conformes de M. Delapalme, avocat-général, la Cour a rendu l'arrêt dont voici le texte :

La Cour, considérant que la transcription de l'état indicatif a pour but de purger les hypothèques existantes, et de suspendre pendant un an le droit d'acquiescer ou conserver une hypothèque ; mais que cette transcription n'empêche l'aliénation de l'immeuble ou la constitution ou l'obtention d'hypothèques nouvelles après le délai d'un an, qu'autant que la transcription des lettres-patentes portant établissement définitif du majorat aurait eu lieu avant l'inscription de ces hypothèques nouvelles ;

Considérant en fait que Blaise a pris inscription après plus d'un an à partir de la transcription de l'état indicatif et en vertu d'un droit hypothécaire acquis postérieurement à l'expiration de cette année et long-temps avant la transcription des lettres-patentes portant établissement définitif du majorat ; qu'ainsi cette transcription tardive, et qui ne peut préjudicier aux tiers, ne peut lui être opposée sans effet rétroactif ;

Considérant quant à la demande de Blaise, en condamnation personnelle de Mesgrigny, comme héritier pur et simple, que de Mesgrigny n'a accepté la succession de son père que comme héritier bénéficiaire, et ne peut être tenu envers Blaise qu'à ce titre ; que la renonciation dudit de Mesgrigny à la succession de sa mère est pareillement établie ; adoptant au surplus, sur ce point les motifs des premiers juges ;

Infirme le jugement du Tribunal de Troyes ; au principal, ordonne la continuation des poursuites commencées sur les biens composant la dot du majorat dont il s'agit ; déboute Blaise de sa demande en condamnation personnelle contre de Mesgrigny, comme héritier pur et simple, condamne de Mesgrigny aux dépens, etc.

TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE (1^{re} chambre).

(Présidence de M. Eugène Lamy.)

Audience du 5 juillet.

Le jugement qui nomme un conseil judiciaire à un prodigue ne peut-il être frappé de tierce-opposition par les créanciers qu'autant qu'il aurait été rendu en fraude de leurs droits ? (Rés. aff.)

Les Tribunaux français sont-ils compétens pour nommer un conseil judiciaire à un étranger, lorsque d'ailleurs celui-ci ne déclina pas leur juridiction ? (Rés. aff.)

Ne peut-on même pas dire que cette nomination du conseil judiciaire est une mesure d'ordre public et de protection qui, dans tous les cas, entraînerait la compétence des Tribunaux français ? (Rés. aff.)

La publicité légale donnée au jugement qui nomme un conseil judiciaire constitue-t-elle, pour ce jugement, une exécution qui le mette à l'abri de la péremption prévue par l'article 156 du Code de procédure civile ? (Rés. aff.)

L'individu pourvu d'un conseil judiciaire a-t-il capacité pour transmettre, par voie d'endos, sans l'assistance de son conseil, des billets de commerce même payables au porteur ? (Rés. nég.)

Ces diverses questions qui présentent un intérêt réel ont été résolues sur les plaidoiries de M^{es} Philippe Dupin, Pijon et Leroy, par un juge-

ment rendu entre M. Péan de Saint-Gilles, conseil judiciaire de M. le comte Orsini d'Orbassano, et plusieurs créanciers de ce dernier.

Il nous suffira, pour l'intelligence des solutions que renferme ce texte de décision, d'en mettre le texte exact sous les yeux de nos lecteurs.

Le Tribunal, sur les conclusions conformes de M. Cramail, avocat du Roi, et de ce qui touche la tierce opposition au jugement qui nomme un conseil judiciaire au comte Orsini ;

» Attendu que cette tierce opposition ne serait recevable qu'en ce qu'elle tendrait à contester la légalité ou la régularité de la nomination du conseil judiciaire, mais que sous le rapport du bien jugé au fond la voie de tierce opposition ne serait ouverte aux créanciers que si la nomination avait été faite en fraude de leurs droits ; que hors le cas de fraude Orsini seul pourrait se pourvoir contre l'acte qui diminue sa capacité ;

» En ce qui touche la légalité de la nomination du conseil judiciaire ;

» Attendu que les Tribunaux français peuvent nommer un conseil judiciaire à un étranger lorsque celui-ci ne déclina pas leur juridiction ; que même la nomination d'un conseil judiciaire, considérée comme moyen de soustraire un individu à l'effet de ses passions, est une mesure d'ordre public et de protection que les Tribunaux sont toujours autorisés à prendre ;

» En ce qui touche le fond ;

» Attendu que la fraude n'est pas prouvée et n'est même pas alléguée ;

» Attendu enfin qu'on ne peut prétendre que la nomination du conseil judiciaire doit être considérée comme non avenue parce qu'elle aurait été prononcée par défaut, et que le jugement serait périmé faute d'exécution dans les six mois ;

Attendu, en effet, qu'il n'en est pas d'un jugement qui statue sur la capacité des personnes comme d'un jugement de condamnation ordinaire ;

» Que les jugemens sur la capacité reçoivent toute l'exécution dont ils sont susceptibles au moyen de la publicité prescrite par la loi et encore par la nomination du conseil ou tuteur ;

» Attendu que le jugement a été publié conformément à la loi et que le conseil a été nommé par le jugement même ;

» Que, d'ailleurs, Orsini a constamment exécuté le jugement en procédant en justice sous l'assistance de son conseil, ce qui rend les créanciers non recevables et mal fondés à exciper de la péremption pour défaut d'exécution ;

» En ce qui touche la validité des titres ;

» Attendu que l'individu pourvu d'un conseil judiciaire ne peut aliéner ou recevoir un capital mobilier sans l'assistance de son conseil ;

» Qu'il ne pourrait donc, hors la présence de ce conseil, toucher le montant d'un effet de commerce, d'où la conséquence qu'il ne peut valablement transmettre cet effet par voie d'endos, puisque l'endos est un moyen d'aliéner et de toucher par anticipation, en demeurant garant du paiement, garantie qui, dans l'espèce, devrait toujours être annulée alors même que la transmission ne serait pas reconnue nulle ;

» Attendu qu'on ne peut échapper à la nullité, en prétendant que les mandats dont s'agit étaient payables au porteur, ce qui les assimilait à de l'argent ou à des billets de banque ;

» Que les mandats fournissant par leur endos même la preuve de la possession entre les mains d'Orsini, ils ne pouvaient valablement, hors la présence du conseil judiciaire, sortir des mains de l'incapable ;

» Le Tribunal, etc.

SERMENT MORE JUDAICO.

Nous avons, dans la Gazette des Tribunaux du 29 juin, rapporté textuellement le procès-verbal d'une cérémonie fort curieuse qui avait eu lieu le 17 du même mois à Strasbourg, en vertu d'un jugement, pour la prestation de serment de la part d'un israélite.

Nous recevons de M. le Grand-Rabbin de la synagogue de Strasbourg, sous la date du 3 juillet, une lettre que nous nous faisons un devoir d'insérer :

Monsieur,

Le numéro de votre journal, du 29 juin dernier, contient, sous le titre Correspondance particulière, une relation détaillée d'un serment dit more judaico, prêté dans la synagogue de Strasbourg. Comme de l'ensemble de l'article on pourrait inférer que cette solennité a eu lieu avec le plein assentiment du grand rabbin, j'éprouve le besoin de vous transmettre copie de la lettre que j'ai adressée à MM. les rédacteurs des deux journaux publiés dans notre ville, le 17 juillet de l'année passée, en vous priant de vouloir bien la reproduire dans votre estimable feuille. Vous en conclurez que l'opinion sur la nécessité de ce serment n'est pas aussi unanime que votre correspondant voudrait le faire croire. En effet, aux yeux des israélites véritablement éclairés, l'affirmation dite more judaico ne semble qu'une aberration déplorable, fondée sur l'ignorance la plus complète des dogmes de notre religion, qui menace de châtiement tout homme qui aura invoqué le nom de Dieu en vain.

Agrérez, etc.

ARNAUD ARON.

COPIE DE LA PROTESTATION.

Monsieur le rédacteur.

Je m'empresse de renouveler par la voie de la publicité la protestation que j'ai dû faire ce matin entre les mains du magistrat, lorsque, pour la première fois depuis mon entrée aux fonctions de grand-rabbin, je fus appelé à prêter mon ministère à la prestation judiciaire du serment dit more judaico.

Le plus déplorable oubli des droits garantis également à tous les citoyens, l'usage, inévitable auxiliaire des abus, l'a consacré presque sans contradiction dans notre province. Il soumet l'israélite français à donner pour l'expression de la vérité et de son honneur une autre garantie que celle exigée des Français chrétiens, et lui impose une dégradation qu'il ne peut plus subir sous le règne de la Charte. Il y a plus, cette distinction que la loi repousse, la morale la repousse comme une atteinte portée au sentiment universel et au respect de la justice ; elle tend en effet à faire croire à l'israélite que le serment fait en exécution de la loi civile, obligatoire pour tous, n'est qu'un jeu pour lui sans l'accompagnement de quelques solennités religieuses plus ou moins imposantes ; que l'acte le plus essentiel de la conscience, que l'invocation de la divinité et l'empire des lois du pays ne lient pas l'israélite, qu'il peut échapper aux peines et à l'infamie du parjure, lorsqu'il n'est pas en présence de l'appareil de son culte, disons mieux, d'un assemblage incohérent de cérémonies, introduites par une jurisprudence abusive, contrairement à la loi de Moïse.

Docteur de cette loi, pénétré de la mission d'inculquer aux israélites les principes éclairés de morale et de justice qu'elle préche, il m'en coûtait, malgré mes réserves, de prêter mon ministère à une telle forme d'affirmation. J'aurais pu, il est vrai, imiter le refus que quelques-uns de mes collègues d'autres villes en France, ont apporté, en cette circonstance, avec un plein succès. Mais je n'ai pas cru devoir, quant à présent, empêcher ou interrompre l'exécution de la chose jugée et froisser par des retards les intérêts privés. La Cour de cassation, d'ailleurs, est saisie de la

question du serment more judaico. Ses hautes lumières étendront à notre province l'uniformité de serment déjà adoptée par d'autres Cours royales et effaceront à jamais ce dernier vestige d'inégalité qui faisait honte à la haute civilisation du siècle.

Agrérez, etc.

Signé : ARNAUD ARON, Grand-Rabbin.

Observation du rédacteur. Nous sommes instruits que les membres du consistoire israélite de Paris partagent, sur ce point important de leur religion, les sentimens de M. le grand rabbin de Strasbourg.

Très près encore de son origine, en 1827, la Gazette des Tribunaux a publié deux arrêts de la Cour royale de Nîmes, rendus sur la plaidoirie de M^e Crémieux ; un autre arrêt de la Cour royale de Metz, et un jugement du Tribunal de Saverne, qui ont assimilé, relativement au serment, les Israélites à tous les autres citoyens. Le numéro du 29 octobre 1827 contient, sur le même sujet, une lettre fort remarquable du savant jurisconsulte M. Crémieux.

CHRONIQUE.

DÉPARTEMENTS.

— M. l'abbé Dubois, curé de Saint-Nectaire (Puy-de-Dôme), a succombé aux suites de l'assassinat commis sur sa personne ; assassinat dont la Gazette des Tribunaux a rapporté, il y a peu de jours, les affreuses circonstances.

— Le sieur D..., serrurier à Bracieux (Loir-et-Cher), s'était arrêté dans un café pour jouer au billard. La fortune lui fut contraire ; il perdit 10 fr. Désespéré de cette perte, ce malheureux rentra chez lui, prit sa carabine, la chargea de clous et se brûla la cervelle. Il parut, du reste, que cet homme avait depuis long-temps manifesté l'intention de se détruire ; sa perte n'a été qu'une occasion d'exécuter son funeste projet. Ce malheureux laisse cinq enfans.

— Le nommé Hugon, acquitté par la Cour d'assises, le 24 juin dernier, a profité de la liberté qui lui fut rendue, pour commettre, dans la nuit du 25 au 26, c'est-à-dire le lendemain, un vol avec effraction sur la route de Bordeaux à Bayonne, près la Prade, et cela au préjudice de M. Mérilhou, commissionnaire de roulage, à qui il a enlevé une malle contenant des articles de rouennerie.

Hugon, remis sous les verroux, est l'objet d'une nouvelle instruction judiciaire, dont les résultats paraissent ne pas devoir lui procurer un acquittement nouveau.

PARIS, 5 JUILLET.

Un supplément d'instruction a été ordonné par M. le président de la Cour des pairs au sujet de l'attentat du 25 juin. M. Jourdain, juge d'instruction, a entendu ce matin plusieurs témoins, et doit en entendre d'autres ce soir.

Il est certain que les débats de l'affaire Alibaud ne s'ouvriront pas jeudi prochain, mais au plus tôt vendredi.

— M. le premier président Séguier, de retour d'un congé qui se terminait aujourd'hui même, a présidé l'audience de la 1^{re} chambre de la Cour royale.

— Il y a quelques années, un simple prêtre de Bruxelles nommé Helsen se fit chef d'une communauté qui ne laissa pas de gagner des prosélytes, mais en même temps devint odieuse au clergé et à ses adhérens. Un des membres de cette congrégation étant mort, les sectaires, ayant à leur tête l'abbé Helsen, conduisirent le corps à sa dernière demeure. Le fossoyeur Mosselmans prétendit qu'il avait défense expresse du curé de recevoir aucun mort sans sa permission ; armé d'une bêche, pendant que son fils tenait un mauvais fusil hors de service et que sa femme se répandait en imprecations contre les hérétiques, il défendit bravement l'entrée du cimetière. Il fut forcé de céder au nombre, mais après avoir grièvement blessé d'un coup de bêche Stroobans, l'un des assistans.

Traduit devant le Tribunal correctionnel de Bruxelles, Mosselmans a été condamné à un mois de prison, 6 francs d'amende et 25 francs de dommages et intérêts au profit de Stroobans, partie civile.

— Les journaux de Munich (Bavière) ont enfin rompu leur silence sur le procès instruit contre le sieur Behr, ancien maire de Würzburg, ancien député et ancien professeur de droit, accusé du crime de lèse-majesté, commis par des écrits et des discours. L'instruction et l'emprisonnement préventif de l'accusé ont commencé il y a plus de deux ans ; on apprend aujourd'hui que le sieur Behr a été condamné à être détenu dans une forteresse pendant un temps indéterminé, et à demander pardon au Roi devant son portrait. L'exécution de l'arrêt, sous ce dernier rapport, a eu lieu le 22 juin, dans la grande salle des audiences du Tribunal de Munich. Le sieur Behr, dans une courte allocution, a exprimé avec calme, mais avec une contenance assurée, le regret qu'il éprouvait s'il avait offensé le chef de l'Etat par ses actes et ses écrits.

ERRATUM. Dans le numéro extraordinaire de la Gazette des Tribunaux de lundi il s'est glissé une faute, et cette faute a été reproduite dans tous les journaux qui sans exception ont copié notre article.

L'avant-dernier paragraphe de l'acte d'accusation d'Alibaud était ainsi conçu :

« La procédure, fortement dirigée vers l'investigation de ses complices, n'est pas encore arrivée à le sortir de son isolement ; jusqu'à ce jour toute la responsabilité légale repose sur sa tête ; pour arrêter sur ce point important une opinion définitive, il est nécessaire sans doute d'entendre les débats publics, qui peut-être répandraient sur cette affaire de nouvelles lumières. »

Au lieu de répandraient, il faut lire répandront.

Le Rédacteur en chef, gérant, BRETON.

Table with multiple columns: DECES ET INHUMATIONS (du 3 juillet), ASSEMBLÉES DE CRÉANCIERS (du mercredi 6 juillet), Lefèvre, imprimeur sur étoffes, rue de Touraine, 5. — Concordat, 6 avril 1836. BOURSE DU 5 JUILLET. A TERME, 1^{er} c., pl. ht., pl. L. as, d. r.

SOCIÉTÉS COMMERCIALES.
(Loi du 31 mars 1833.)

D'un acte sous signature privée, fait double à Paris, le 21 juin 1836, enregistré à Neuilly-sur-Seine, le lendemain, F^o 140 Re, case 5, par Duvergier, qui a reçu les droits.

Entre Louis-Christien LOUIS, marchand de musique, demeurant à Paris, rue du Faubourg-St-Honoré, 9, d'une part, et M. Jean-Richard NAGEL, artiste musicien, demeurant à Paris, rue Neuve-des-Matthurins, 62, d'autre part.

Il appert que MM. LOUIS et NAGEL ont formé une société pour l'exercice du commerce de marchands de musique et d'instruments.

Le siège de la société est fixé à Paris, rue de la ferme des Mathurins, 3.

La durée de cette société a été fixée à quatre ans à compter du 1^{er} juillet 1836; et en cas de décès de l'un des associés pendant le cours de cette société, elle sera immédiatement dissoute.

Le fonds social se compose : 1^o de l'établissement de marchand de musique et d'instruments exploités à Paris, rue de la ferme des Mathurins, 3, ensemble la clientèle y attachée, les instruments et objets divers qui en dépendent; le tout faisant l'objet de l'adjudication prononcée au profit des associés, chacun pour moitié, suivant procès-verbal d'Andry, notaire à Paris; et son collègue, le 15 décembre 1830, sur licitation entre les associés, et le mineur Jean-Louis-Conrad MUNCHS.

Cette adjudication a été faite moyennant 11,500 fr. Les frais se sont élevés à 700.

Au total 12,200 fr. Et 2^o Les associés ont versé en société, chacun une somme de mille francs, au total 2,000 fr.

Total du fonds social 14,200 fr. La raison sociale est LOUIS et NAGEL, mais la maison de commerce conserve la dénomination de maison *Louis et Munchs*.

Il a été dit que chacun des associés aurait la signature sociale, mais qu'il n'en pourrait faire usage que pour les affaires de la société; les engagements de commerce devront être revêtus de la signature des deux associés.

Suivant acte sous seing privé en date à Paris, du 25 juin 1836, sur lequel est écrit : enregistré à Paris, le 2 juillet 1836, F^o 137 Re, cases 6, 7, 8 et 9, reçu 291 fr. 50 centimes, signé Frestier.

M. François BERJOU, demeurant à Paris, rue St-Sébastien, 46.

Et M. Louis-Casimir SAILLIER, propriétaire, demeurant à Paris, rue neuve de Ménilmontant, 16, sous le cautionnement solidaire de M. Louis-Antoine-Marie ROHNKE, négociant mêmes rue et numéro.

Ont formé une société en nom collectif pour l'exploitation des brevets d'invention et de perfectionnement accordés à M. BERJOU pour une charrue de cheval sans clous, appelée : Hippo-Sandale.

La raison de commerce de la société est : SAILLIER et C^o.

M. SAILLIER est autorisé à gérer, administrer et signer.

M. BERJOU a apporté une valeur de 30 mille francs; et M. SAILLIER une pareille somme, ce qui a porté le fonds à 60,000 francs.

Cette société devait commencer le 25 juin 1836, pour finir le 13 août 1849.

Pour extrait : BERJOU.

D'un procès-verbal dressé et reçu par M^e Péan de Saint-Gilles, notaire à Paris, soussigné et son collègue, le 21 juin 1836, enregistré, contenant délibération en assemblée générale extraordinaire des membres, en nombre suffisant, de la société particulière, civile et non commerciale dite du marché des Patriarches, quartier Saint-Marcel, à Paris, constituée suivant acte passé devant M^e Barre, notaire à Vincennes, le 10 juin 1829, enregistré.

Il appert qu'il a été procédé à la réorganisation, sur de nouvelles bases, de la société qui résultait de l'acte de constitution ci-dessus énoncé.

Que cette nouvelle société qui est en commandite et a pour objet unique l'exploitation à son profit des produits du marché des Patriarches conformément au traité avec la ville de Paris du 23 novembre 1831, a été formée entre M. Jacques-Antoine-Hippolyte VAILLANT, propriétaire, demeurant à Paris, allée de Marbeuf, 1, seul associé-gérant et responsable, d'une part; et ceux des membres de l'ancienne société qui y ont adhéré par la délibération dont il s'agit ou qui y adhèreraient par la suite, et qui ne seraient que de simples commanditaires ou bailleurs de fonds, d'autre part.

Que la raison et signature sociales seraient VAILLANT et C^o, sauf la substitution de nom qui se devrait s'y faire quand il y aurait mutation de gérant; que néanmoins cette nouvelle société conserverait la dénomination de société du marché des Patriarches, qui est indicative du but social et qui deviendrait le titre légal en cas de conversion en société anonyme.

Que le siège de ladite société serait au domicile du gérant, à Paris. Que la durée de l'association serait celle de la concession faite par la ville de Paris dudit marché des Patriarches, pour 80 ans qui courent depuis le 31 juillet 1832; qu'en conséquence ladite société, dont l'effet a commencé le jour de l'acte dont est extrait, expirerait le 31 juillet 1912.

Que le fonds social restait fixé à 500,000 fr. ou 500 actions de 1,000 fr. chacune. Que ce fonds social serait représenté par la jouissance emphytéotique du marché des Patriarches, mis dans l'état d'amélioration et d'activité qui serait le résultat des dépenses auxquelles s'est engagé M. VAILLANT et de ses soins personnels. Lesquelles améliorations doivent consister : 1^o tout ce qui est nécessaire au service des eaux qui ont été promises par la Ville; 2^o l'établissement, aux deux extrémités du marché, de comptoirs en marbre pour y recevoir les marchandises de poisson et de beurre; 3^o la construction d'une écurie pour loger les chevaux des marchands de campagne; l'établissement d'un parc à charrettes; 5^o enfin tous autres travaux que nécessite la mise en état d'entretien dudit marché. Le tout, devant être exécuté dans le délai de dix mois.

Que M. VAILLANT, ou tout autre gérant à son lieu et place, aurait toujours le droit de solliciter et obtenir du gouvernement l'acte nécessaire pour convertir la société dont il s'agit en société anonyme.

Pour extrait : L. LAJOUST.

Enregistré à Paris, le Reçu un franc dix centimes.

De deux procès-verbaux de délibération de l'assemblée générale des actionnaires de la société agricole et industrielle de Montesson, en date des 23 et 30 juin 1836, enregistrés.

Il appert que : M. Narcisse-Brame CHEVALIER, négociant raffineur de sucre, demeurant à Paris, rue Hauteville, 42, et gérant de la société de Montesson, constituée par actes passés devant M. Lehon, notaire à Paris, et ses collègues, les 30 avril et 18 juin 1835, enregistrés, a été révoqué de ses fonctions de gérant de la susdite société, et M. Emile-Hippolyte TARGE, ingénieur civil, demeurant à Paris, rue Monsigny, 5, nommé gérant responsable en son lieu et place, avec explication que cette condition de responsabilité s'exercerait pour tous les faits de sa gestion, mais ne commencerait à courir que du jour de son entrée en fonctions.

Que la raison sociale qui était Brame CHEVALIER et C^o, sera désormais TARGE et C^o. Il n'a point été dérogé aux autres dispositions et statuts.

M. TARGE a été chargé de faire faire les publications prescrites par la loi.

Signé : TARGE.

Nota. Le domicile social qui était précédemment rue Hauteville, 42, est provisoirement fixé rue Monsigny, 5.

Entre M. DOUDEUIL, fabricant de bougies dites du *Phénix*, dont le dépôt est établi à Paris, rue des Filles-St-Thomas, n^o 14.

Et MM. DEMILLY, MOTARD, Fabriciens de la bougie dite de l'*Etoile*; prononçant la déchéance des brevets de ces derniers.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, salut.

Savoir faisons que le Tribunal de paix du 10^e arrondissement de la ville de Paris, a rendu le jugement dont la teneur suit :

Entre M. Joseph-Romain DOUDEUIL, fabricant de bougies dites du *Phénix*, demeurant à Paris, avenue de Breteuil, 44.

Et M. SOUCHAY, marchand épicer, demeurant à Paris, rue des Filles-St-Thomas, n^o 14.

Comparant en personne, assisté de M^e Goetschy, son avocat, et de M^e Guidou, avoué, son conseil.

Et M. DEMILLY, fabricant de bougies dites de l'*Etoile*, demeurant à Paris, rue Rochechouart, 40.

Et M. MOTARD, médecin, demeurant à Paris, rue Ménil, 1.

Comparant en personne, assistés de M^e Gaudry, avocat et leur conseil, et de M^e Robert, avoué.

POINT DE FAIT, etc., etc. POINT DE DROIT, etc., etc.

Le Tribunal, après avoir entendu contradictoirement les parties et leurs conseils :

En ce qui touche la mise en cause de Souchay;

Attendu qu'il est déclaré qu'il n'a aucuns droits de propriété à la fabrique et que le contraire n'est pas prouvé, qu'il n'y demeure pas, ainsi que Demilly et Motard l'ont reconnu en l'assignant rue des Filles-St-Thomas;

Que lors du procès-verbal de saisie et du référé qui s'en est suivi, il n'a été question que de Doudeuil et jamais de Souchay; qu'il n'est point fabricant de bougies, mais seulement débitant de celles provenant de la fabrique de Doudeuil;

Le Tribunal le met hors de cause.

En ce qui touche la saponification des graisses par la chaux en vase clos;

Attendu qu'il est constant que Demilly et Motard ont, le 3 mars 1834, obtenu un brevet de dix années pour la saponification des graisses par la chaux en vase clos;

Et que le 22 novembre suivant, ils ont obtenu un brevet de perfectionnement et d'addition pour le moulage du produit de la saponification;

Que les lois du 7 janvier et 25 mai 1791 donnent à l'inventeur d'une idée nouvelle, dont la manifestation ou le développement peut devenir utile à la société, une propriété exclusive, du fruit de cette idée nouvelle; qu'elles le protègent contre toutes prétentions injustes, contre toute concurrence ambitieuse et jalouse;

Que les mêmes lois et la société doivent aussi venir en aide et encourager l'industrie intelligente et utile et prendre garde de lui nuire, et de l'arrêter dans sa marche, en donnant trop d'extension aux privilèges des brevets; que si la propriété d'une est respectable et sacrée, les efforts et les élan de l'autre méritent des égards et des ménagements;

Que les mêmes lois et la société doivent aussi venir en aide et encourager l'industrie intelligente et utile et prendre garde de lui nuire, et de l'arrêter dans sa marche, en donnant trop d'extension aux privilèges des brevets; que si la propriété d'une est respectable et sacrée, les efforts et les élan de l'autre méritent des égards et des ménagements;

Qu'une erreur, en pareille matière et souvent répétée, serait funeste au commerce et à l'industrie, dans un temps où l'un et l'autre tendent à prendre et ont même déjà pris un accroissement prodigieux; où il régnait un mouvement continu et rapide dans les idées industrielles, où chacun éprouve le désir et sent le besoin d'agrandir le cercle de ses affaires;

Que d'après les dispositions des lois précitées, pour jouir du bénéfice d'un brevet, pour faire valoir et profiter du privilège qui en résulte, il faut qu'il y ait découverte, nouvelle invention de la part de celui ou de ceux qui l'ont obtenu;

Attendu que depuis long-temps des savans, des chimistes ont annoncé, imprimé et enseigné qu'on saponifiait les graisses par la soude, la potasse et autres alcalis; que ces idées d'abord théoriques et spéculatives, ne sont pas toujours restées enseve-

lies dans le cabinet des chimistes; qu'elles ont été mises en pratique et appliquées aux arts et au commerce; que MM. Gay-Lussac et Chevreul, joignant la pratique à la théorie, ont employé pour alcali la soude et la potasse comme MM. Demilly et Motard ont employé la chaux; qu'en 1825, MM. Gay-Lussac et Chevreul avaient obtenu un brevet pour l'emploi du produit de la saponification par les alcalis ou les acides stéariques et margariques à faire de la bougie; mais le brevet n'ayant pas été exercé dans les deux ans de sa date, est, aux termes de la loi, tombé dans le domaine public; ils en auraient sûrement profité avec toute l'étendue et le développement que comportait une science théorique et pratique, s'ils n'eussent été détournés de cette industrie par d'autres vues d'intérêt personnel ou d'utilité publique; qu'il résulte positivement de deux certificats, l'un en date à Paris du 25 mars dernier, enregistré le 27 mai, fol. 171 v^o, case 9, par Grenier, qui a perçu 2 fr. 20 c. et demeure annexé audit jugement, délivré par MM. Gaillard, Boisset et Carpentier, fabriciens de bougies; l'autre en date, à Paris, du 6 mai 1836, enregistré le 27 mai folio 116 verso, case 7, par Chambert, qui a reçu 1 fr. 10 cent., et demeure annexé audit jugement, délivré par M. Dubois, ancien préparateur du cours de chimie de M. Vauquelin; tous quatre par conséquent gens à ce connaissant, et des dépositions de MM. Gay-Lussac, Després, Cambacérès et Dubois, ainsi que celle de M. Bussy, professeur de chimie, qui a déclaré que le procédé employé par MM. Demilly et Motard était tout-à-fait identique avec celui qu'on obtient par les autres modes de saponification.

1^o Que ce sont les savans qui ont eu la première idée, l'idée-mère de la saponification par les alcalis, qui ont fait connaître et décrit les moyens d'y arriver;

Que ces moyens se trouvent et sont décrits notamment dans l'ouvrage de chimie de M. Chevreul, publié en 1823, pages 198, 199, 359, 368 et 369;

2^o Que MM. Gay-Lussac et Chevreul ont les premiers en usage et en pratique, le principe, les moyens et les procédés annoncés et décrits précédemment en employant pour alcali la soude et la potasse; qu'ils avaient ainsi fait une application spéciale et positive de l'idée nouvelle, du principe nouveau à une fabrication déterminée et par suite à l'industrie et au commerce; que MM. Demilly et Motard sont venus après et ont profité de la découverte des savans, en saponifiant par la chaux ou autre alcali, comme la soude et la potasse; que MM. Demilly et Motard ne sont à cet égard que des imitateurs ingénieux et adroits, qu'ils ne sont pas les véritables inventeurs de l'idée mère, les créateurs du principe primitif de la saponification dans le sens, l'esprit et les termes de la loi du 7 janvier 1791; que le procédé de saponification avec la soude et la potasse ou tout autre alcali, est au fond et en réalité le même que celui d'opérer avec la chaux; que l'un et l'autre sont la conséquence et découlent du même principe; que pour qu'il y eût découverte, nouvelle invention de la part de MM. Demilly et Motard, il faudrait que les premiers, ils eussent fait connaître et employé les alcalis comme moyen efficace de la saponification des graisses; or, il est bien notoire, il est évident que l'idée de saponifier les graisses par les alcalis était connue, et que l'application en avait été faite au commerce et à l'industrie avant l'obtention de leurs brevets; que quant au procédé, c'est-à-dire à la manière de saponifier en vase clos, à chaud, à la fermeture ou en vase découvert, à air libre, c'est un fait matériel, et un procédé plus ou moins avantageux et profitable, suivant qu'il est plus ou moins économique de temps, de matière et de combustibles; il n'y a dans ce fait purement matériel, dans ce procédé tout mécanique, aucune invention proprement dite; c'est dans la soude ou la potasse ou tout autre alcalin que git toute l'invention, que se trouve la véritable découverte;

En ce qui touche le moulage des bougies;

Attendu que le mode ou la manière de couler les matières fondues, suif, cire, blanc de baleine ou toutes autres, est connu depuis long-temps dans l'industrie et le commerce;

Que le principe a toujours été le même, c'est-à-dire une chaleur plus ou moins forte, une température de la matière à couler égale ou presque égale à celle du moule destiné à la recevoir, dirigée, calculée, de telle sorte que le refroidissement du tout soit le plus instantané possible;

Que ce principe et ce mode d'opérer, avec quelques différences, et modifications amenées par les circonstances et les progrès de l'industrie, sont connus depuis long-temps dans le commerce de chaux et de bougies, ainsi qu'il résulte des certificats et dépositions ci-dessus énoncés;

Que ces principes et procédés se trouvent encore décrits dans un ouvrage populaire intitulé : *Modèle du Chandelier et du Cierge*, aux pages 95 et 96, lequel ouvrage, publié en 1828, n'en est pas moins le résumé des principes sur la matière, connus et répandus dans le commerce, long-temps avant la publication;

Que le moulage de Demilly et Motard, quelque expéditif qu'il soit, quelque ingénieux qu'il paraisse, est toujours une suite, une conséquence du principe constitutif déjà connu et appliqué au commerce; qu'il n'y a dans le procédé et les appareils qu'ils emploient ni découverte, ni nouvelle invention susceptible d'être brevetée; que c'est comme la saponification à vase clos, un fait matériel, un procédé tout mécanique plus ou

moins heureux ou productif à ceux qui l'emploient;

Qu'on trouve encore dans un autre petit ouvrage d'un sieur Prosper intitulé : *Manuel du Chandelier*, et publié en 1826, toutes les indications et descriptions nécessaires pour la fonte et la déperation du suif destiné à faire des chandelles ou à être mêlé à la cire blanche, et sur les ustensiles, appareils et degrés de chaleur convenables pour arriver à cette opération;

En ce qui touche les mèches nattées et leur imbibition;

Attendu qu'il n'y a pas non plus dans ce double procédé, découverte et nouvelle invention; qu'ils ont été connus, décrits et employés, dans le commerce et l'industrie, long-temps avant que Demilly, Motard ou Cambacérès, leur auteur, en fissent usage;

Qu'en effet, on trouve dans un ouvrage anglais, intitulé : *Répertoire des arts, des manufactures et agriculture*, tome VIII, 2^e série, page 245, une patente ou brevet accordé en 1805 à Daniel Desormeaux et Samuel Hutchings, pour la confection et le perfectionnement dans la fabrication des chandelles de cire, de blanc de baleine et de suif, dans laquelle patente sont décrits dans le plus grand détail les nouvelles mèches en remplacement des mèches ordinaires; qu'on en trouve également une description dans le brevet obtenu aux mêmes fins par M. Pugh, en 1822, et dans un brevet d'addition accordé à M. Dufour, le 23 décembre 1811;

Que les sus-nommés, comme Demilly et Motard, n'ont eu d'autre but en remplaçant les anciennes mèches, les mèches ordinaires et tordues, par des mèches nattées, tressées, tissées ou filées, faites au métier ou à la main, mais creuses, que celui de les rendre plus combustibles et d'éviter le mouillage;

Qu'à l'égard de l'imbibition, le brevet de Cambacérès, auquel Demilly et Motard ont déclaré se restreindre, ne contient pas la description exacte, précise et détaillée qu'exige la loi; que l'indication des moyens est générale et vague, en ne parlant que d'acide puissant et autres substances; qu'au reste, ce brevet dont l'utilité n'est pas bien démontrée, semble pris seulement pour l'application aux bougies stéariques des mèches ordinaires, ainsi qu'il est dit dans le préambule du dit brevet.

Qu'il n'y a encore sur ce point rien de nouveau dans les brevets, rien d'inventé; que l'idée première, la nécessité d'imbiber les mèches dans une préparation était connue long-temps avant l'obtention des dits brevets, qu'on l'avait bien clairement expliqué dans l'ouvrage anglais ci-dessus désigné; dans le petit ouvrage de Prosper, page 49, où il est dit positivement qu'on essaie journellement d'imbiber les mèches avec des substances inflammables pour avoir un plus bel effet de lumière; dans le manuel du chandelier et du cierge, page 115, et dont le brevet précité de Dufour pris en 1811.

Qu'ainsi l'idée de faire des mèches creuses à l'intérieur pour faciliter et compléter leur combustion était connue et avait été appliquée au commerce avant les brevets de Cambacérès;

Que ces mèches soient nattées, tressées, tissées, faites avec du fil, du chanvre ou du coton, faites à la main ou au métier, il n'y a de différence que dans les mots et dans la matière; mais le principe primitif, le but et le résultat sont absolument les mêmes; qu'il en est de même de l'imbibition qu'elle soit faite dans telle ou telle matière, dans tel ou tel acide, pourvu qu'il soit puissant et inflammable; que Demilly et Motard ont bien senti la force de ce raisonnement puisqu'ils en ont fait un moyen de succès devant le juge-de-peace de Neuilly;

Qu'il n'y a pas plus d'invention dans ce chef de demande qu'il n'y en a dans les deux autres; que conséquemment il n'y a pas, et il ne peut pas y avoir de contrefaçon, puisqu'il n'y a pas d'invention;

Que toutefois on ne peut méconnaître et on doit convenir que Demilly et Motard par la beauté de leurs produits, la hardiesse de leur entreprise et la simplicité de leurs appareils sont des industriels recommandables, qu'ils méritent des éloges et peuvent recevoir des encouragemens de tous ceux qui aiment et qui s'adonnent à l'industrie et au commerce;

En ce qui touche la demande reconventionnelle formée par Doudeuil et tendant au paiement par corps de 10,000 fr. de dommages et intérêts.

Attendu que la demande en contrefaçon dirigée contre Doudeuil, cette descente subite chez lui, cette introduction forcée et imprévue dans ses ateliers, cette saisie de ses appareils, ustensiles et matières fabriquées, ont dû, sans précisément porter atteinte à son crédit industriel et commercial, lui causer quelque préjudice; que d'un autre côté, Demilly et Motard peuvent invoquer leur bonne foi; qu'ils ont pu se croire privilégiés, qu'ils avaient un premier jugement en leur faveur; qu'il peut donc y avoir de leur part erreur et non mauvais vouloir;

Par tous ces motifs;

Vu la demande en contrefaçon formée par Demilly et Motard, et portée en l'exploit de Perrotte, l'un de nos huissiers audienciers, en date du 15 avril dernier;

Vu la demande reconventionnelle de Doudeuil, formée suivant autre exploit du dit Perrotte, du 19 mars précédent;

Vu les conclusions motivées des parties et le procès-verbal de saisie, en date du 2 mars aussi dernier;

Vu les pièces produites et les lois des 7 janvier et 25 mai 1791;

Le Tribunal, jugeant en premier ressort et statuant sur les demandes jointes;

Déclare Demilly et Motard purement et simplement non recevables en leur demande en contrefaçon de leurs brevets et violation du privilège en résultant; en conséquence, déclare nul et comme non fait et séchez Doudeuil par le ministère de Perrotte, le 2 mars dernier, et de tous autres qui auraient pu être faits dans ses ateliers, définitive de ladite saisie, ensemble les scellés qui auraient pu être apposés chez le dit Doudeuil, par le commissaire de police du quartier ou tous autres;

Ordonne que tous les objets, machines, ustensiles, appareils, produits fabriqués et marchandises saisies, sequestrées et mises sous le sceau de justice, soient rendus restitués et mis à la disposition de Doudeuil;

Condamne Demilly et Motard, conjointement et solidairement, à l'amende de 500 fr. de dommages et intérêts, les condamne en outre suivant l'article 13 de la loi du 7 janvier 1791, en l'amende de 125 fr. au profit des pauvres du dixième arrondissement, laquelle somme sera en vertu d'un extrait en forme de grosse du présent jugement, payée et versée à la caisse du bureau de bienfaisance du dit arrondissement dans la huitaine de la signification du dit jugement, lequel sera affiché dans Paris, au nombre de cinquante exemplaires, inséré dans trois journaux, savoir : la Gazette des Tribunaux, le Journal des Débats, le Constitutionnel, et exécuté par provision nonobstant appel et sans préjudicier aux termes de l'article 11 du titre 2 de la loi du 25 mai 1791.

Condamne les dits Demilly et Motard en tous les dépens dans lesquels entrèrent;

1^o Le timbre et l'enregistrement du rapport de l'expert nommé par ordonnance de référé du dit jour deux mars dernier, et les honoraires du dit expert, le tout liquidé à la somme de 22 francs 90 cent.

2^o Les vacations dues ou payées au commissaire de police et avec elle les frais de la saisie, les dites vacations du commissaire de police liquidées à la somme de 20 francs comprise en celle de 50 francs 30 centimes, montant de la saisie payée à l'huissier par Demilly.

3^o Et l'extrait en forme de grosse à délivrer au bureau de bienfaisance s'il est nécessaire.

4^o Les autres dépens de minute et enregistrement du présent jugement et ceux des certificats, conclusions et annexes, s'élevant ensemble et taxés à la somme, y compris la citation donnée par Doudeuil seulement, de 31 fr. 15 c.

5^o Et enfin l'expédition du présent jugement et de ses annexes et leur signification, laquelle aura lieu par le ministère de Perrotte, huissier-audencier susdit, que le Tribunal commet à cet effet. Ainsi jugé et prononcé, les jour, mois, et an, que dessus, par M. Jean-Baptiste-Thérèse Guillonnet de Merville, juge-de-peace, chevalier de l'Ordre royal de la Légion d'Honneur, assisté de M. Théodore Juge, greffier de cette justice-de-peace.

L'audience publique tenante en la manière accoutumée, les portes ouvertes conformément à la loi.

Mandons et ordonnons à tous huissiers, sur ce requis, de mettre le présent jugement à exécution;

A nos procureurs-généraux et à nos procureurs près les Tribunaux de première instance d'y tenir la main;

A tous commandans et officiers de la force publique d'y prêter main-forte lorsqu'ils en seront légalement requis;

En foi de quoi la minute du présent jugement a été signée par M. le juge-de-peace et par le greffier.

Pour expédition conforme. Signé : JUGE.

ANNONCES JUDICIAIRES.

VENTES PAR AUTORITÉ DE JUSTICE.
Sur la place du Châtelet.

Le mercredi 6 juillet, heure de midi. Consistant en poterie, porcelaine, verrerie, glaces, pendules, vases, etc. Au comptant. Consistant en outils de mécanicien, chaises, secrétaire, pendule, vases, etc. Au comptant.

AVIS DIVERS.

CABINET DE M. KOLIKER, exclusivement destiné aux ventes des offices judiciaires. — Plusieurs titres et offices de Notaires, d'Avoués, Greffiers, Agrégés, Commissaires-Priseurs et Huissiers, à céder de suite. — S'adresser à M. KOLIKER, ancien agréé au Tribunal de commerce de Paris, rue Mazarine, 7. — Les lettres doivent être affranchies.

ONZE ANNÉES DE SPÉCIALITÉ.
Ancienne Maison de Foy et C^o, r. Bergère, 11.

MARIAGES

Cet établissement, si utile à la société, est le SEUL en France, consacré spécialement pour les négociations des mariages. (Affranchie.)

CHOCOLAT

AU LAIT DAMANDES,
De BOUTRON ROUSSEL, Boulevard Poissonnière, 27, près le Bazar de l'Industrie, à Paris.

Dix années de succès constatés par un grand nombre de médecins recommandent suffisamment cet excellent CHOCOLAT, qui convient à tout aux tempéramens échauffés. — DÉPÔT à Paris, rue du Petit-Bourbon-Su-Peice, 12.

IMPRIMERIE BRUN, PAUL DAUBREÉ ET C^o, Rue du Mail, 5.

Vu par le maire du 3^e arrondissement et pour légalisation de la signature BRUN, Paul DAUBREÉ et C^o.